

Le pouvoir de l'OPEP à l'épreuve d'une nouvelle géographie du pétrole

IN LANTENNE.COM DU 18 JUILLET 2017

Plusieurs fois ébranlée par le passé, l'Opep est de nouveau mise au défi de rester le régulateur du marché de l'or noir, face au pétrole de schiste américain qui en coulant à flot contrecarre les efforts du cartel pour faire remonter les prix. Malgré l'accord inédit de fin 2016, entre les membres de l'Opep et des pays non membres du cartel, dont la Russie, pour réduire leur production, les marchés restent plombés par l'abondance de l'offre, notamment des pétroles de schiste américains, et des stocks qui restent élevés, empêchant un réel rebond des prix. Prévu pour durer six mois, l'accord a été prolongé de neuf mois, sans réel effet jusqu'ici. "L'Opep ça marchait bien quand le baril marginal des pays de l'OCDE était en mer du Nord, donc à 50, 60 ou 70 dollars en coûts de production, mais quand le concurrent est beaucoup moins cher, et bien ça ne marche plus", résume Thierry BROS, chercheur à l'Oxford Institute for Energy Studies. Mohammed BARKINDO, secrétaire général de l'organisation, a pourtant encore défendu cette semaine une "décision historique", preuve de la capacité d'adaptation du cartel. Ce n'est pas la première fois que l'organisation, créée en 1960, ne parvient pas à ses fins du premier coup. En 2008, il a fallu trois baisses de la production en quatre mois avant d'obtenir un effet durable. Cette fois, la question d'une prochaine étape se pose aussi, alors que le comité de suivi de l'accord doit se réunir fin juillet à Saint-Petersbourg. Certes, cet accord marque "une nouvelle donne" avec une sorte d'"institutionnalisation" de la coopération entre les pays membres du cartel et les autres producteurs, via le comité de suivi, note Ben YERGLIN, vice-président d'IHS Markit. Mais le pétrole de schiste américain, avec ses importants volumes, sa multitude de producteurs indépendants, son cycle de développement court, et sa capacité à baisser rapidement ses coûts, crée une situation nouvelle, selon lui. Avec la production américaine, la montée en puissance d'autres producteurs comme le Brésil ou le Mexique, "une quantité d'autres options sur le marché" existent et "cela met la pression sur l'Opep", explique Sarah EMERSON, présidente du cabinet Energy Security Analysis, basé aux États-Unis. La production du cartel ne représente plus qu'environ un tiers de l'offre mondiale, contre plus de 40 % il y a dix ans. Signe du caractère inédit de la situation, l'Opep a tenté un rapprochement avec les principaux acteurs du schiste américain en mars dernier à Houston. "Nous les avons rencontrés et nous avons entamé un dialogue", en faisant passer le message qu'assurer la stabilité du marché "est une responsabilité partagée qui nécessite une action conjointe", a affirmé Mohammed BARKINDO. Si l'influence de l'institution bat de l'aile, les experts ne croient pas pour autant à l'affaiblissement des producteurs historiques. L'Opep est désormais composé de quatorze pays mais "au final, il n'y en a que cinq qui comptent : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Iran et l'Irak et ils ont encore beaucoup de pouvoir car ils ont les plus faibles coûts de production de l'industrie", explique Sarah EMERSON. "S'ils le voulaient, ils pourraient augmenter fortement leur production et ils détruiraient tous les autres producteurs". Mais cela réduirait fortement leurs revenus et ils ne le font pas "par peur de la réaction de leur population", ajoute-t-elle.